

RCS : SAINTES Code greffe : 1708

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de SAINTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 70105 Numéro SIREN : 448 149 674 Nom ou dénomination : A.R.E.V. ENVIRONNEMENT
--

Ce dépôt a été enregistré le 04/11/2020 sous le numéro de dépôt 4293

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2019	Net Au 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 540	966	3 573	1 221
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels	913 344	317 339	596 005	474 015
Autres immobilisations corporelles	1 591 322	1 122 783	468 538	484 130
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	90		90	90
TOTAL (I)	2 509 295	1 441 089	1 068 206	959 456
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	7 050		7 050	6 190
En cours de production de biens	114 420		114 420	
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 500
Créances				
Clients et comptes rattachés	739 556		739 556	1 375 081
Autres	162 460		162 460	64 641
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	865 064		865 064	395 811
Charges constatées d'avance	3 607		3 607	
TOTAL (II)	1 892 157		1 892 157	1 843 224
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	4 401 452	1 441 089	2 960 364	2 802 680

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

Bilan Passif

	Net Au 31/12/2019	Net Au 31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 7 500	7 500	7 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	750	750
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	1 266 903	904 945
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	236 547	511 958
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	1 511 701	1 425 153
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	20 000	
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	20 000	
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	713 190	548 509
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	411 253	395 920
Dettes fiscales et sociales	285 976	417 253
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	18 244	10 844
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	1 428 663	1 377 526
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	2 960 364	2 802 680
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	4 342 252		4 342 252	4 014 371
Production vendue de services	3 394		3 394	2 400
Chiffre d'affaires Net	4 345 646		4 345 646	4 016 771
Production stockée			114 420	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			1 375	1 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			15 461	3 313
Autres produits			19	18
		TOTAL (I)	4 476 921	4 021 102
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 556 431	1 338 628
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			-860	6 190
Autres achats et charges externes *			1 085 317	863 095
Impôts, taxes et versements assimilés			35 253	43 762
Salaires et traitements			865 327	759 643
Charges sociales			287 168	224 587
Dotations aux amortissements sur immobilisations			308 089	238 199
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges			20 000	
Autres charges			18	19
		TOTAL (II)	4 156 743	3 474 123
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			73 342	13 199
- Redevances de crédit-bail immobilier				
		RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	320 178	546 978
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		TOTAL (V)		
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 355	2 121
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
		TOTAL (VI)	2 355	2 121
		RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-2 355	-2 121
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			317 823	544 857

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 066	5 574
Sur opérations en capital	91 417	190 733
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	92 483	196 307
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	21 807	14 462
Sur opérations en capital	65 802	25 215
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	87 608	39 678
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	4 875	156 630
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	86 150	189 529
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	4 569 404	4 217 409
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 332 857	3 705 451
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	236 547	511 958

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

À L'ORIGINAL
CERTIFIÉ CONFORME

A.R.E.V. ENVIRONNEMENT
Société par actions simplifiée à associé unique
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 45 Route de Mornac, 17920 BREUILLET
448149674 RCS SAINTES

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
DU 30 SEPTEMBRE 2020

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 236 547,28 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	236 547,28 euros
A titre de dividendes	235 000,00 euros
Soit 313,33 euros par action	
Le solde	1 547,28 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 1 268 450,70 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter du 1^{er} octobre 2020.

L'associé unique déclare être informé que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,

- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),

- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 235 000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

De plus, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est



établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'associé unique prend acte que les dividendes distribués depuis la constitution de la Société ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2017 :

310 000,00 euros, soit 413,33 euros par titre

Dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 310 000,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2018 :

150 000,00 euros, soit 200,00 euros par titre

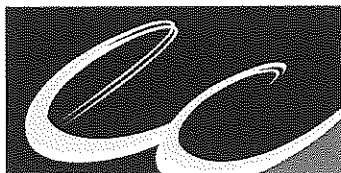
Dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 150 000,00 euros

Certifié conforme



Monsieur Eric BOULLLOUD
Président de la société





Stéphane GRANDET
Commissaire aux Comptes

72 bis Rue Saint-Palais,
BP 50187
17116 SAINTES Cedex
Téléphone 05 46 92 00 11
Fax 05 46 92 21 85
Contact@cabinet-bassant.fr

SAS AREV ENVIRONNEMENT

45 A Route de Mornac
17920 BREUILLET



**RAPPORTS DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31.12.2019**

SAS AREV ENVIRONNEMENT

45 Route de Mornac

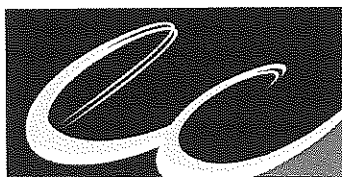
17920 BREUILLET

RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2019

SAS AREV ENVIRONNEMENT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019



STEPHANE GRANDET
COMMISSAIRE AUX COMPTES

72 bis Rue Saint-Palais,
BP 50187
17116 SAINTES Cedex
Téléphone 05 46 92 00 11
Fax 05 46 92 21 85
Contact@cabinet-bassant.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'associé unique,

SAS AREV ENVIRONNEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 7.500 Euros
45 A Route de Mornac
17920 BREUILLET

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS AREV ENVIRONNEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evénements postérieurs à la clôture » de l'annexe des comptes annuels portant sur l'impact du COVID-19 sur les activités de la société et la continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- s'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINTES, le 15 septembre 2020

Le Commissaire aux Comptes

Stéphane GRANDET



Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2019	Net Au 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 540	966	3 573	1 221
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels	913 344	317 339	596 005	474 015
Autres immobilisations corporelles	1 591 322	1 122 783	468 538	484 130
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	90		90	90
TOTAL (I)	2 509 295	1 441 089	1 068 206	959 456
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	7 050		7 050	6 190
En cours de production de biens	114 420		114 420	
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 500
Créances				
Clients et comptes rattachés	739 556		739 556	1 375 081
Autres	162 460		162 460	64 641
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	865 064		865 064	395 811
Charges constatées d'avance	3 607		3 607	
TOTAL (II)	1 892 157		1 892 157	1 843 224
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	4 401 452	1 441 089	2 960 364	2 802 680

Bilan Passif

		Net Au 31/12/2019	Net Au 31/12/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel	dont versé : 7 500	7 500	7 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale		750	750
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves		1 266 903	904 945
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		236 547	511 958
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	TOTAL (I)	1 511 701	1 425 153
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
	TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		20 000	
Provisions pour charges			
	TOTAL (II)	20 000	
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		713 190	548 509
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			5 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		411 253	395 920
Dettes fiscales et sociales		285 976	417 253
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		18 244	10 844
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
	TOTAL (III)	1 428 663	1 377 526
Ecarts de conversion passif (IV)			
	TOTAL GENERAL (I à IV)	2 960 364	2 802 680
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	4 342 252		4 342 252	4 014 371
Production vendue de services	3 394		3 394	2 400
Chiffre d'affaires Net	4 345 646		4 345 646	4 016 771
Production stockée			114 420	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			1 375	1 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			15 461	3 313
Autres produits			19	18
		TOTAL (I)	4 476 921	4 021 102
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 556 431	1 338 628
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			-860	6 190
Autres achats et charges externes *			1 085 317	863 095
Impôts, taxes et versements assimilés			35 253	43 762
Salaires et traitements			865 327	759 643
Charges sociales			287 168	224 587
Dotations aux amortissements sur immobilisations			308 089	238 199
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges			20 000	
Autres charges			18	19
		TOTAL (II)	4 156 743	3 474 123
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			73 342	13 199
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			320 178	546 978
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		TOTAL (V)		
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 355	2 121
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
		TOTAL (VI)	2 355	2 121
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			-2 355	-2 121
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			317 823	544 857

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 066	5 574
Sur opérations en capital	91 417	190 733
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	92 483	196 307
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	21 807	14 462
Sur opérations en capital	65 802	25 215
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	87 608	39 678
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	4 875	156 630
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	86 150	189 529
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	4 569 404	4 217 409
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 332 857	3 705 451
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	236 547	511 958

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Règles et méthodes comptables

Pour les personnes morales

(Articles R. 123-195 et R. 123-197 du Code du Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 2 960 364 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 236 547 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Néant

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise en résultant à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce est évalué au coût d'acquisition.
Il ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des immobilisations

Cadre A		Augmentations	
	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 222		3 318
TOTAL	1 222		3 318
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.	695 798		324 546
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	26 507		
Mat. de transport	1 484 450		149 323
Mat. de bureau et info., mobilier	28 104		5 454
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	2 234 859		479 323
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	90		
TOTAL	90		
TOTAL GENERAL	2 236 171		482 641
Cadre B		Réévaluation, légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice	
	Diminutions Virement Cession	Valeur brute des immo en fin d'exercice	
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		4 540	
TOTAL		4 540	
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.	107 000	913 344	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers		26 507	
Mat. de transport	97 000	1 536 773	
Mat. de bureau et info., mobilier	5 516	28 042	
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	209 516	2 504 666	
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières		90	
TOTAL		90	
TOTAL GENERAL	209 516	2 509 295	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.		966		966
		966		966
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	221 783	143 706	48 150	317 339
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	21 208	1 956		23 164
Matériel de transport	1 009 583	158 634	90 048	1 078 169
Mat. de bureau et informatique, mobilier	24 138	2 827	5 516	21 450
Emballages récup. et divers				
	1 276 714	307 123	143 715	1 440 122
TOTAL GENERAL	1 276 714	308 089	143 715	1 441 089

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							

IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							

Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							

TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment. Dotations exercice aux amort. Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		20 000			20 000
TOTAL II		20 000			20 000
Nature des dépréciations					
Montant au début de l'exercice		Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)		20 000			20 000
<i>Dont dotations et reprises : - d'exploitation</i>		20 000			
<i>Dont dotations et reprises : - financières</i>					
<i>Dont dotations et reprises : - exceptionnelles</i>					
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>					

Etat des créances

		Liquidité de l'actif	
	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	90		90
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	739 556	739 556	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	99 566	99 566	
Taxe sur la valeur ajoutée	29 362	29 362	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	25 257	25 257	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	8 274	8 274	
Charges constatées d'avance	3 607	3 607	
TOTAL	905 713	905 623	90

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	712 947	324 091	388 855	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	411 253	411 253		
Personnel et comptes rattachés	38 888	38 888		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	102 006	102 006		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	140 724	140 724		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 358	4 358		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	18 244	18 244		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 428 420	1 039 565	388 855	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	446 653			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	282 055			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Etat des crédits bails

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

Postes du Bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		de l'exercice	cumulés	
Terrains				
Construction				
Inst. tech, Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

Postes du Bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 an à 5 ans	à plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech, Matériel et outillage	70 675		32 013	8 003		1 460
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL	70 675		32 013	8 003		1 460